

Déclaration des Groupes Majeurs et des autres parties prenantes à l'occasion de la revue nationale volontaire de la France, Forum politique de haut niveau sur le développement durable, 20 Juillet 2016.

Bonjour Madame La Ministre, je m'appelle Mégane Ghorbani, je suis membre du Groupe Majeur des Femmes et je m'exprime ici au nom des Groupes Majeurs et des autres parties prenantes.

Je tiens tout d'abord à féliciter la France de s'être portée volontaire pour cette première revue nationale sur la mise en oeuvre des Objectifs de développement durable (ODD). L'accomplissement de l'Agenda 2030 est selon nous indissociable d'une approche multidimensionnelle du développement, basée sur les droits humains, l'égalité de genre et la durabilité. La lutte contre les inégalités et l'extrême pauvreté doit être au cœur des politiques publiques françaises.

La France a promis depuis les années 1970 de consacrer 0,7 % de son Revenu National Brut à l'aide publique au développement ; pourtant en 2015, ce taux ne s'élevait qu'à [0,37 % selon l'OCDE](#). En 2014, seulement [22 % de l'APD a été attribuée aux pays les moins avancés](#), et [0.43% à des projets ayant pour objectif principal l'égalité de genre](#).

[La France a annoncé en 2015](#) une hausse de 4 milliards d'euros de l'aide d'ici à 2020 et une hausse de 370 millions d'euros de l'enveloppe consacrée aux dons, parmi lesquels 2 milliards seraient consacrés au climat.

Elle a déjà démontré un engagement fort sur les questions environnementales avec la ratification de [l'Accord de Paris](#), mais nous souhaitons rappeler l'importance d'équilibrer l'aspect environnemental de l'Agenda 2030 avec ses composantes économiques et sociales, afin d'assurer que les personnes les plus marginalisées soient prises en compte.

Par ailleurs, le [rapport sur la mise en oeuvre des ODD mentionne dans son résumé exécutif](#) être « nourri de consultations de la société civile ». Les OSC françaises, notamment les groupes de femmes et les organisations engagées dans la lutte contre la pauvreté, considèrent cependant ne pas avoir participé de manière significative au processus de revue nationale de la France, en raison d'un manque de transparence, d'information, d'accès aux données pertinentes, de coordination et d'interconnexion entre les pouvoirs publics et les autres parties prenantes.

Ce sont pourtant ces groupes, et surtout ceux qui ont une action sur le terrain, qui entretiennent des relations plus étroites avec les personnes les plus marginalisées, notamment les jeunes qui vivent dans les banlieues et qui sont confrontés au chômage, aux discriminations et à la pauvreté ; les travailleuses, qui sont payées en moyenne [23.5% de moins que les travailleurs](#) ; les migrant-e-s, qui nécessitent une assistance humanitaire sur le terrain. Les discriminations et la violence à l'encontre de personnes en raison de leurs origines ethniques, leur sexe, leur religion, leur culture, leur orientation sexuelle, leur situation économique sont particulièrement préoccupantes dans le contexte actuel français.

Cela nous amène donc aux interrogations suivantes concernant la participation de la société civile et la redevabilité du gouvernement français :

Quelles mesures la France va-t-elle entreprendre pour garantir une participation active et effective des Organisations de la Société Civile (OSC), groupes de femmes, féministes et autres parties prenantes, marginalisées et confrontées à la pauvreté, dans les futures revues nationales et à tous les niveaux de planification, conception, mise en oeuvre, suivi et examen de l'Agenda 2030 ?

Quels mécanismes de redevabilité la France entend-elle entreprendre aux niveaux national, régional et international pour garantir l'intégration transversale des droits humains, de l'égalité de genre, de la durabilité et d'une transition juste pour les travailleurs.ses ?

Enfin, comment le gouvernement compte-t-il aligner les processus de *reporting* déjà existants dans son examen national afin de garantir la cohérence des politiques à échelles nationale et internationale?

Je vous remercie.